

Sortir de l'état d'urgence !

MANIFESTATIONS PARTOUT EN FRANCE SAMEDI 30 JANVIER MARSEILLE : 15h30 Place Sadi Carnot

En réaction à l'horreur des attentats, l'état d'urgence a été décrété par le gouvernement, puis prolongé pour une durée de trois mois. Une nouvelle prolongation de 3 mois vient d'être décidée. Or les craintes exprimées par nos organisations vis-à-vis de ce régime d'exception sont aujourd'hui confirmées par l'ampleur des atteintes aux libertés constatées. Nous assistons à un véritable détournement de l'état d'urgence qui cible également des personnes sans aucun lien avec des risques d'attentat. Ces abus doivent cesser.

L'interdiction des rassemblements et manifestations entraîne la multiplication des arrestations, des gardes à vue, des assignations à résidence, un fichage policier des militants, et, pour quelques-uns, des condamnations.

L'état d'urgence autorise par ailleurs des perquisitions sur ordre des préfetures, de jour comme de nuit, souvent violentes, en dehors de tout cadre judiciaire, sur le fondement d'informations et de soupçons sujets à caution.

Les assignations à résidence se multiplient sur la base de motifs aussi vagues que la présence sur le lieu d'une manifestation ou le fait de « connaître » tel ou tel individu. Rien n'indique qu'une telle frénésie va s'arrêter, chacun peut en être victime.

L'état d'urgence contribue au renforcement des amalgames et aux pratiques discriminantes, notamment de la part des forces de police. Ce ne sont pas « les terroristes qui sont terrorisés », ce sont des jeunes et des populations victimes de l'arbitraire en raison de leur origine et/ou de leur religion qui voient leur situation encore davantage fragilisée.

Reprenant à son compte les exigences de l'extrême droite, FN en tête, le gouvernement s'engage honteusement dans une modification de la Constitution visant à étendre la déchéance de la nationalité aux binationaux nés en France.

Ces multiples atteintes portées à nos libertés qui semblaient acquises au sein de la République sont une mauvaise réponse aux actes terroristes. Notre pays a été blessé, mais loin d'en apaiser les plaies, l'état d'urgence risque de les exacerber en appauvrissant notre démocratie, en délégitimant notre liberté.

Dans ces circonstances, nous appelons les pouvoirs publics à :

- rétablir, sans délai, le droit plein et entier de manifester ;
- cesser les perquisitions et les assignations à résidence arbitraires et à agir dans le cadre de procédures judiciaires ;
- lever l'état d'urgence ;
- renoncer à une réforme constitutionnelle préparée dans l'urgence et au contenu inacceptable (dont la déchéance de nationalité)

Signataires : LDH13-FSU13- RESF13- MRAP 13-CNTSOS13- Libre Pensée 13- ATTAC Mlle- fédération spectacle CGT Paca- Solidaire13.....

L'état d'urgence en chiffres

3200 perquisitions...

300 gardes à vue...

400 assignations
à résidence...

1 mise en examen
pour terrorisme !